L'ANARCHIE
DE "A" À "Z"

ANTHOLOGIE



LES ÉDITIONS RUPTURES

Préface

L'ANARCHIE DE A À Z

Voici pour la première fois réunis sous forme d'anthologie l'ensemble des textes de la chronique " l'anarchie de A à Z ", publiée dans le journal Cause commune par la NEFAC, puis l'UCL, de 2004 à 2009 (1). L'idée derrière cette chronique est simple : faire connaître les idées centrales de notre projet politique de manière à dissiper les idées reçues sur l'anarchisme. S'adressant à un large public, la plupart des textes de cette anthologie furent écrit dans l'urgence, le choix des sujets explorés répondant souvent à la conjoncture sociale du moment. " L'anarchie de A à Z " n'est pas l'œuvre d'une seule personne : plusieurs militants et militantes se sont relayé-e-s au fil des ans, de même que des sympathisant-e-s de l'organisation. Ces textes ne sont pas nécessairement l'aboutissement de notre réflexion collective, mais le reflet de notre pensée sur des enjeux révolutionnaires contemporains.

Après leur publication dans " Cause commune ", plusieurs de ces chroniques ont connu une deuxième vie sur internet. Quelques-unes ont également été reprises dans différents journaux (ici comme ailleurs) ou traduites vers d'autres langues (comme l'anglais, l'italien et le grec). Nous vous les présentons aujourd'hui sous leur forme originale, avec la même intention qui nous guide depuis les débuts : provoquer la réflexion critique, faire connaître plus largement la perspective communiste libertaire.

* * *

A comme Anarchie

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'anarchie a mauvaise presse. Le mot anarchie vient du grec " anarkhia " qui signifie tout simplement " sans gouvernement ". Pourtant, dans son sens le plus commun, ce terme est devenu synonyme de chaos, de désordre, de désorganisation... Les anarchistes seraient-ils/elles partisans d'une société éclatée, où règne la violence et la haine? Rien n'est plus faux. Comme le souligne l'anarchiste italien Errico Malatesta (1853-1932), les préjugés tenaces contre l'anarchie (et l'anarchisme) s'ex-

---

1-Une première mouture de " L'anarchie de A à Z " a également été publiée en 2003 dans le journal Le Trouble par des militants et des militantes de la NEFAC avant l'apparition de Cause commune.

pliquent par une normalisation progressive des rapports autoritaires au sein de notre société. En fait, si l'anarchie nous semble dangereuse, c'est que nous avons renoncé à exercer un véritable pouvoir sur nos vies, pouvoir que nous avons abdiqué au profit de l'État et du patronat. Or, vivre sans " gouvernement ", libéré des supposées " lois du marché ", c'est non seulement possible, mais également souhaitable. C'est du moins ce que pensent celles et ceux qui se réclament de l'anarchisme. Voici pourquoi

L'anarchisme comme critique radicale

L'anarchisme est l'enfant turbulent de la grande famille socialiste. Développé au sein du mouvement ouvrier voilà près de 200 ans, l'anarchisme s'est peu à peu formulé comme une critique radicale du monde que la bourgeoisie a façonné à son image. Alors que ses cousins sociaux-démocrates s'accommodent du capitalisme et que ses frangins marxistes s'entendent bien avec le pouvoir d'État, l'anarchiste rejette tout cela en bloc au nom d'une plus grande liberté individuelle et collective, indissociable de l'égalité économique et sociale, et d'une véritable solidarité entre les membres de la collectivité. L'anarchiste ne se satisfait pas des soi-disant " avancées démocratiques " de l'état bourgeois, ni des supposées " libertés de choix " de l'économie de marché. Au delà des apparences, l'état et le marché masquent tout deux la domination d'une minorité de privilégié-e-s sur une masse d'exploité-e-s. Cette domination engendre son lot d'injustices et d'inégalités partout où elle est présente. Économiquement, nous sommes soumis à l'esclavage salarial, y compris pour satisfaire nos besoins les plus fondamentaux. Politiquement, notre seule liberté consiste trop souvent à élire ceux qui seront nos maîtres " légitimes " pour les quatre années à venir (avant d'être remplacés par d'autres maîtres tout aussi " bienveillants " à notre égard). Socialement, on nous présente le cadre actuel comme le seul horizon pour l'humanité, même si nous savons fort bien que son développement nous mène tout droit vers un précipice écologique. Évidemment, ce système ne fonctionne pas tout seul, comme par enchantement. Une classe sociale, la bourgeoisie, concentre le pouvoir politique et économique et règne sans partage sur notre monde. Nous devrons nous en débarrasser pour vivre autrement, à la mesure de nos besoins et de nos désirs. Mais encore faut-il être en mesure de proposer autre chose à celles et ceux qui triment chaque jour à nos côtés...

Changer la société pour changer notre vie

Au delà des critiques, l'anarchisme est également un projet social et politique à contre-courant de celui imposé par la bourgeoisie. À l'opposé d'une démocratie " représentative " fortement hiérarchisée, nous souhaitons que toutes les personnes touchées par un problème puissent être en mesure de participer à la réflexion et à la prise de décision pour le régler. Fini le temps où d'autres parlent à notre place sans qu'on puisse avoir notre mot à dire. Face à l'appropriation des richesses par une minorité de privilégiés, nous revendiquons la redistribution des richesses selon les besoins de chacun/chacune. Pour y parvenir, nous devons socialiser toute l'infrastructure économique pour que celles et ceux qui travaillent soit en mesure de déterminer le pourquoi et le comment de la production.

Les moyens de production et d'échange doivent appartenir à la classe ouvrière, pas aux patrons et aux banquiers. En leur retirant ce pouvoir, nous pourrons faire entrer la démocratie dans nos lieux de travail où elle fait pour l'instant cruellement défaut. En cessant de produire uniquement pour le profit, nous pourrons éviter le gaspillage des ressources et rendre le développement compatible avec l'équilibre des écosystèmes. Cet équilibre est d'autant plus nécessaire que nous ne pouvons être autosuffisants. Comme nous avons besoin les uns des autres pour pouvoir avancer, nous croyons qu'il est nécessaire de se fédérer, de se réunir autour d'objectifs communs pour s'aider mutuellement. Ainsi seulement serons-nous en mesure de passer d'une société inégalitaire où règne la loi du plus fort vers une société débarrassée de l'autorité et de la domination, où il y a de la place pour tout le monde, où chacun peut espérer vivre pleinement ses désirs et satisfaire ses besoins. Cet idéal pour lequel nous luttons, c'est l'anarchie.

Extrait du numéro 1 de Cause Commune, mars-avril 2004.

B comme Bourgeoisie

Le 1er mai commémore la journée internationale des travailleurs et des travailleuses. C'est un moment privilégié pour affirmer l'importance de nos luttes et de nos combats. Si nous marchons dans les rues, c'est aussi pour montrer notre force collective à notre ennemi de toujours : la bourgeoisie.

La bourgeoisie?

Si l'on accepte le fait qu'il y a une classe ouvrière, formée des esclaves modernes (les salarié-e-s) et d'une armée de réserve malléable à souhait (les sans-emplois), il est tout aussi logique de se poser la question suivante : qui accapare le fruit de notre travail collectif? Une classe, peu nombreuse, transforme notre temps et notre labeur en richesse, l'accumule et la fait fructifier. Elle ne nous laisse que des miettes, tout juste de quoi nous empêcher de crever de faim, d'étouffer sous nos dettes ou de nous révolter. Cette classe de parasites, c'est la bourgeoisie.

La bourgeoisie prend plusieurs visages, revêt différents habits. Tous les bourgeois n'ont pas le même pouvoir dans la société, mais ils ont tous en commun d'en avoir sur leurs salarié-e-s. Contrairement aux prolétaires, qui ont souvent de la misère à identifier leurs intérêts communs, les bourgeois savent immédiatement reconnaître les leurs lorsqu'ils flairent le danger. Leur classe est forte parce qu'elle arrive à nous diviser, à faire régner la terreur sous prétexte de faire respecter la loi et l'ordre. Malgré ses prétentions, la bourgeoisie est loin de se préoccuper du " bien commun ". Pas besoin d'aller bien loin pour réaliser que la seule loi qui compte à ses yeux, c'est celle plus fort; que le seul droit qui importe vraiment, c'est son sacro-saint droit de propriété. Pour veiller sur ses profits, elle s'est dotée d'un État, d'institutions politiques, économiques et sociales, d'un appareil de répression sophistiqué fait de prisons, d'armées professionnelles, de services policiers

publics et privés.

Après 200 ans de règne, interrompu par de trop brefs moments révolutionnaires, on peut dire sans se tromper que la bourgeoisie a modelé le monde à son image. Ses valeurs sont à l'opposé des nôtres : compétition, individualisme, recherche absolue du profit. Il suffit de regarder autour de nous pour constater à quel point l'idéologie bourgeoise a contaminé l'ensemble de la société. Beaucoup de travailleurs et de travailleuses ont totalement assimilé le point de vue de la bourgeoisie, cultivant du même souffle une attitude méprisante à l'endroit des autres membres de la classe ouvrière. Les préjugés sur les " maudits BS " sont là pour en témoigner. Il faut mettre un terme à ces comportements, tout comme à la collaboration de nos organisations de défense collective (les syndicats) avec la bourgeoisie. Que les choses soient claires : nous avons des intérêts différents. Pas question de se laisser avoir par les mirages du système capitaliste, de se laisser berner par les soi-disant vertus de la " concertation ".

Une minuscule élite possède tous les outils de développement, l'ensemble des moyens productifs. Si nous sommes communistes libertaires, c'est que nous considérons que tout ce qui est le résultat du travail collectif doit appartenir à la collectivité. En d'autres mots, ce qui appartient actuellement à la bourgeoisie est le produit combiné du labeur de notre classe et doit, par conséquent, être géré collectivement. C'est nous qui produisons, c'est nous qui devons avoir la possibilité de décider la nature de cette production. C'est ce que nous appelons l'autogestion.

Avant de prendre le pouvoir sur la surface de la terre, la bourgeoisie s'est débarrassée par la force de l'ancienne clique dirigeante (la noblesse et l'aristocratie). Nous devrons toutes et tous en faire de même si nous souhaitons transformer le monde en s'appuyant sur nos valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité. En d'autres mots, reprendre ce qu'on nous doit pour enfin vivre à la mesure de nos désirs et de nos projets.

Extrait du numéro 2 de Cause commune, mai-juin 2004.

C comme Communisme libertaire

Dans ses buts et principes, la NEFAC se définit comme une fédération regroupant des militants et des militantes qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme. Plusieurs froncent alors les sourcils : " Vous êtes à la fois anarchistes et communistes? Tout le monde sait très bien que les anars sont des individualistes forcené-e-s, tandis que les communistes sont des staliniens en puissance. Être anarchiste et communiste, c'est totalement contradictoire ". C'est bien mal connaître l'histoire du mouvement anarchiste, au sein duquel existe un courant communiste depuis près de 130 ans. Comme l'expliquait Carlo Cafiero dès la fin du 19e siècle, " nous devons être communistes, parce que nous sommes des anarchistes, parce que l'anarchie et le communisme sont les deux termes

nécessaires de la révolution ". Voici pourquoi.

Les préjugés font la vie dure au communisme. Lorsqu'on entend ce mot, on l'associe spontanément à des régimes dictatoriaux où la liberté individuelle est réduite à néant par un parti unique tout puissant. Les anarchistes en savent quelque chose, eux et elles qui ont tant soufferts dans les prisons et les goulags des États soi-disant " communistes " (tout particulièrement en URSS). Mais contrairement à leurs tortionnaires, ces mêmes anarchistes sont bien souvent de véritables communistes, c'est à dire des partisans et des partisanes de la mise en commun des moyens de production et d'échange. En effet, les anarchistes considèrent que l'égalité n'est qu'une illusion si certains sont en mesure d'acheter le labeur d'autrui et de faire des profits sur le dos des autres. Cette inégalité par rapport à la propriété a conduit à la hiérarchisation de la société en classes. Le communisme, en expropriant la richesse des mains d'une minorité possédante pour la redistribuer à la société toute entière, permet de mettre un terme à l'inégalité économique qui sert de fondement au capitalisme.

Beau programme direz-vous. Mais ce n'est pas assez. Les anarchistes, bien que communistes, sont aussi anti-autoritaires. Pour que l'égalité économique chèrement conquise soit autre chose qu'une simple chimère, nous devons être en mesure de décider démocratiquement des finalités de cette production. C'est pour cela que les anarchistes sont également de farouches partisans de la liberté politique. En d'autres termes, nous sommes non seulement communistes, mais aussi libertaires. Les communistes libertaires souhaitent abolir non seulement la propriété privée (et son corollaire, le salariat), mais aussi l'État qui, quoi qu'on en dise, a toujours permis à une minorité de privilégiés d'asseoir leur domination politique sur la majorité.

Le communisme libertaire, loin d'être une simple utopie, s'inscrit dans l'histoire de la lutte des classes comme l'une des formes d'organisation sociale et économique les plus démocratiques qui soient. Depuis plus de cent ans, des révolutionnaires ont mis cette perspective en pratique, notamment lors des insurrections en Ukraine (1921) et Espagne (1936). Dans les deux cas, les anarchistes ont procédé à la socialisation des moyens de production et à la mise en commun des terres. La propriété privée abolie, il n'y a plus de raison que subsiste l'esclavage salarié. Le travail redevenant libre et la production redirigée exclusivement vers la satisfaction des besoins humains, la réorganisation de la vie économique permet d'appliquer le principe communiste : " de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins ".

Aujourd'hui encore, le communisme libertaire est à l'ordre du jour. Lorsque nous nous organisons sur des bases radicalement démocratiques, lorsque nous lançons des projets autogérés, lorsque nous remettons en cause le sacro-saint droit de propriété des boss et des proprios, lorsque nous combattons le contrôle de l'État sur nos vies, nous semons les graines du communisme et de la liberté.

Extrait du numéro 3 de Cause Commune, septembre 2004.

D comme Démocratie directe

On entend souvent vanter les mérites des sociétés dites " démocratiques ". Chaque fois qu'un scrutin a lieu, tous les commentateurs et toutes les commentatrices nous rabâchent les oreilles en insistant sur le fait que " le peuple a parlé ", que " la démocratie est en santé ". Élire des représentants et des représentantes tous les quatre ans : est-ce vraiment à travers les urnes que se fonde le pouvoir populaire? À en croire la désaffection de plus en plus de " citoyens " et de " citoyennes " vis à vis le jeu électoral, on peut sérieusement en douter. Ici comme ailleurs, un fossé se creuse entre la population et la classe politicienne. Nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à réaliser que ces maires, ces député-e-s, ces ministres, ne représentent qu'eux mêmes et une clique d'hommes d'affaires dans tout ce cirque.

À n'en pas douter, les anarchistes sont résolument opposé-e-s aux fondements de la démocratie bourgeoise. En effet, le système " démocratique " actuel s'appuie sur la renonciation de notre pouvoir individuel et collectif au profit d'un nombre restreint de professionnel-le-s de la politique. Ces dirigeants et ces dirigeantes " élu-e-s au suffrage universel " (gage de légitimité, il va sans dire!) administrent ensuite ce pouvoir qui leur est " confié " en fonction d'intérêts particuliers qui sont rarement ceux de la majorité. Pas besoin d'aller bien loin pour s'en convaincre : qu'on regarde les politiques mises de l'avant par les différents gouvernements qui se sont succédés au Québec et au Canada depuis que vous êtes en âge de voter. Qu'ont-ils fait avec le pouvoir d'État, sinon l'utiliser pour récompenser et protéger leurs ami-e-s siégeant sur les conseils d'administration d'entreprises " bien de chez nous ". Et tout cela au nom de l'intérêt général! Ce système hautement hiérarchisé nous empêche d'avoir une réelle prise sur les enjeux qui nous touchent. Rien ne sert de le replâtrer en ajoutant un zeste de participation par ci, une dose de consultation publique par là... Il faut abattre la structure autoritaire qui commande nos vies.

C'est à partir de ces quelques constats que les anarchistes ont développé une toute autre idée de la démocratie. Nous pensons qu'il faut renverser la pyramide du pouvoir pour le ramener à la base : dans nos quartiers, dans nos lieux d'étude ou de travail. Là où nous vivons, là où nous travaillons, nous devons avoir la possibilité de se pencher sur les questions qui nous touchent. La démocratie n'a de sens que si elle se vit au quotidien, le plus directement possible. D'ailleurs, on trouve ici et là dans notre société des îlots de démocratie directe, la plupart du temps dans des espaces qui ont été créés pour faire contrepoids au système capitaliste et bureaucratique. Dans ces lieux de contre-pouvoir, l'assemblée générale sert souvent d'instance de délibération et de décision. Bien qu'imparfait, ce mode d'organisation a l'avantage de permettre à chacun de pouvoir s'exprimer, de débattre et de décider sur un pied d'égalité avec les autres.

Bien entendu, il y a des enjeux qui ont un impact plus global, dépassant notre vie quotidienne. On peut trouver des solutions aux enjeux de société de façon radicalement démocratique, tout en évitant le piège de la démocratie représentative (qui consiste à don-

ner un chèque en blanc au gouvernement une fois qu'il est élu). Les anarchistes croient qu'il est possible (et parfois même souhaitable) que la base puisse mandater des délégué-e-s afin de trouver des solutions collectives avec d'autres groupes aux prises avec des problèmes similaires. Ces délégué-e-s doivent être directement imputables des décisions prises au nom des autres et immédiatement révocables si ils et elles ne respectent pas les mandats qui leur sont confiés. C'est le seul moyen d'éviter que certains parlent en notre nom sans nous avoir consulté, comme c'est trop souvent le cas actuellement, y compris dans nos propres organisations syndicales ou étudiantes.

Cette façon d'entrevoir le politique n'est pas utopique. La démocratie directe s'est vécue sur une grande échelle dans plusieurs moments marquants de l'histoire des luttes populaires à travers le monde. Aujourd'hui même, il est possible d'appliquer ces quelques principes dans notre vie quotidienne, que ce soit dans nos syndicats, nos associations étudiantes ou nos groupes communautaires. C'est même une condition primordiale si l'on souhaite voir un jour de véritables changements dans notre société.

Extrait du numéro 4 de Cause Commune, novembre-décembre 2004.

E comme État

" L'État, c'est moi. " C'est en ces mots pas très subtils que Louis XIV aurait exprimé sa vision de l'organisation politique au 17e siècle. Heureusement, les choses ont changé depuis, mais ce n'est pas parce que les rois ne sont plus au pouvoir que plus personne ne règne…

Une société humaine est un tissu complexe de relations d'interdépendance ; un gigantesque réseau d'entraide et d'échange entre individus et communautés. Or l'État s'approprie le contrôle de la société et se place plus ou moins au dessus de celle-ci. En faisant ça, l'État entrave le potentiel social et politique de la société : des fonctions sociales logiques sont transformées en processus bureaucratiques. Pourquoi est-ce que le fait de se faire soigner à l'hôpital, par exemple, implique de passer par un complexe système d'assurance-maladie ? À qui profitent la bureaucratisation et la centralisation de l'organisation sociale ? À qui profite l'État ?

Étant donné que tout système gouvernemental est le résultat des rapports de force entre les actant-e-s de la société sur laquelle il s'édifie, ceux qui détiennent le pouvoir économique s'approprient aussi le pouvoir politique. Ce n'est pas juste un hasard si toutes les personnes qui se voient dotées d'un pouvoir politique au sein du gouvernement d'une société capitaliste proviennent de la classe des riches ou sont en voie d'accéder à cette classe. Pour garantir les privilèges de la classe dirigeante, les premiers devoirs de l'État sont de centraliser et monopoliser le pouvoir en ses mains et d'empêcher par la force qu'on ne lui enlève.

Les anarchistes se distinguent des communistes dits " autoritaires " parce que, entre autres, ils et elles croient qu'il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans l'État ; que le problème n'est pas uniquement une question de qui est au pouvoir, mais aussi de comment il l'est. Les anarchistes ne voient pas dans l'État un outil positif de transformation sociale, mais plutôt un frein à l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses. En effet, la " démocratie du haut vers le bas " (dictature du prolétariat), telle que pratiquée en Russie et en Chine par exemple, s'est révélée être un boulet à l'émancipation des masses. Le processus d'expropriation du capital et de socialisation des moyens de production qu'une révolution communiste libertaire implique ne peut se faire de manière effective qu'avec la participation de tous et de toutes aux mécanismes de décision et d'organisation. Participation qui est impossible en présence d'un État, mais bien plus probable en présence de réseaux fédératifs réellement démocratiques.

La plupart des États permettent la mise en place de mesures bénéfiques pour leurs populations : des réformes agraires, des réseaux d'éducation gratuite, des systèmes d'aide sociale, d'assurance maladie… Gardons à l'esprit que ces mesures arrachées de force, qui ne nuisent habituellement pas aux profits des capitalistes, sont toujours le fruit d'un long et ardu travail populaire. Cela signifie que plus la classe des exploité-e-s sera solidaire et forte, plus elle marquera des points contre la classe des exploiteurs et plus ces derniers devront lâcher du leste. Et éventuellement, notre auto-organisation nous apportera beaucoup plus que ce que pourrait nous " donner " les bureaucrates de tous les pays, même uni-e-s.

Extrait du numéro 5 de Cause commune, février 2005.

F comme Fédéralisme

Lorsqu'on évoque le fédéralisme, la plupart des gens pensent immédiatement aux nationalistes canadiens et canadiennes, les "fédéralistes", ou alors à des pays comme les USA, la Suisse... De prime abord, il n'est qu'une "variété" de gouvernement et ne semble guère révolutionnaire...

Cependant, étant donné que le fédéralisme signifie "alliance", prendre ce mot au pied de la lettre pour l'appliquer à l'ensemble de la vie sociale, politique et économique, c'est poser d'emblée une critique radicale du capitalisme et de l'État.

Politiquement, le fédéralisme libertaire condamne toute puissance militaire et toute institution policière ; il est l'ennemi du centralisme qui conduit à l'asservissement. Qui dit pouvoir central dit mise en tutelle, mise sous surveillance, mise sous commandement, mise sous dictature ! Notons au passage que les politiques de " décentralisation " et de " régionalisation " ne nous rendent pas l'État plus sympathique : s'il a appris à déléguer des responsabilités à des instances subalternes, il n'en est pas devenu plus juste pour autant.

Ce sont seulement les méthodes d'oppression qui ont changé !

Fédérer, d'un point de vue anarchiste, c'est créer des fédérations à tous les niveaux, en généralisant le principe de la libre association. Il s'agit de coordonner des systèmes autogérés, des petites collectivités aux regroupements les plus vastes, et non pas d'agglomérer des institutions organisées sur un mode autoritaire !

Le fédéralisme libertaire veut cimenter la société par un lien social dont l'élément essentiel est l'adhésion à des projets et à des œuvres communes. C'est une nouvelle conception du contrat social, sur la base du volontariat et non de la coercition.

La société libertaire bannit-elle pour autant toute forme de " contraintes " ? Non, puisque que passer un contrat signifie savoir prendre des engagements et les respecter. Sans vouloir refaire ici de grandes théories sociologiques, mais pour éviter de se fourvoyer dans un optimisme idéaliste, il est important de tenir compte de réalités simples. L'être humain n'est pas "naturellement" plus disposé pour l'entraide que pour la domination (à ce titre il n'a pas de "nature") et il nous semble incontestable que les individus transforment effectivement, par leurs actions, les structures sociales, et que ces structures sociales agissent à leur tour sur les individus, en créant des contextes, en conditionnant les habitudes, en déterminant les possibilités d'action. C'est ce qu'on appelle en d'autres termes un rapport interactif.

On ne peut alors concevoir l'individu comme un acteur tout-puissant de sa vie et partant de cette idée, nous sommes convaincus qu'une société anarchiste, comme n'importe quelle autre société, ne pourrait fonctionner par la seule "bonne volonté" de ses membres. Ce sont les modes d'organisation qui doivent eux-mêmes entraîner des comportements libertaires, individuels et collectifs.

Pour se faire, le fédéralisme libertaire repose donc grosso modo sur quatre principes élémentaires : la libre association, l'égalité économique et sociale (qui nous renverra à l'abolition de la propriété privé), l'autonomie des groupes et des collectivités, la prise de décision par la démocratie directe.

[librement adapté d'un texte de la F.A.]
Extrait du numéro 6 de Cause Commune, mai-juin 2005.

G comme Gratuité

Dans un système capitaliste qui ne reconnaît et ne valorise que les rapports marchands, l'idée même de gratuité est interdite. La plupart du temps, on doit payer pour obtenir un bien ou un service, même ceux de première nécessité. Pensons seulement à ce que nous mangeons: à défaut d'avoir de l'argent, nous sommes réduits et réduites à quémander

dans les soupes populaires ou les banques alimentaires pour pouvoir survivre. Hormis certains services municipaux, il n'y a guère que les soins de santé et l'éducation primaire et secondaire qui soient encore "gratuits" au Québec. Et encore, les médicaments et les soins dentaires coûtent une beurrée, sans parler du fait qu'il faut dépenser chaque année un peu plus pour envoyer nos marmots à l'école ou à la garderie. En revendiquant la gratuité des programmes sociaux (éducation, santé, transport en commun, culture), les anarchistes vont à contre-courant des dogmes néolibéraux. Mais au delà de ces réformes, nous pensons également que la gratuité doit s'étendre à tout ce qui est fondamental pour assurer notre développement et celui de la société, notamment le logement et la nourriture, ce qui ne va pas sans une remise en question du système capitaliste.

De nos jours, on peine à imaginer comment était la vie aux temps de nos parents ou de nos grands-parents. À défaut de pouvoir compter sur un système d'éducation public, les pauvres étaient contraints et contraintes de s'agenouiller devant le curé du village pour avoir une bourse afin de poursuivre leurs études. On hypothéquait sa santé, faute d'argent pour recevoir les soins appropriés, même les plus élémentaires. La lutte pour la survie occupait toute la place, du berceau jusqu'à notre lit de mort. À force de lutter pour des conditions de vie décentes, le peuple a fini par imposer à l'État la prise en charge des soins de santé et de l'éducation afin d'en permettre l'accès universel, c'est-à-dire à toutes et tous, peu importe le revenu. Pierre angulaire de l'universalité, la gratuité permet de remédier en partie aux inégalités sociales générées par le fonctionnement du système capitaliste. Ce n'est pas pour rien que des générations entières ont trimé dur pour l'obtenir !

De nos jours, le principe d'universalité est chaque jour remis en question. Chaque nouvelle mesure visant à introduire la facturation d'un coût dans l'utilisation de services sociaux a pour conséquence d'accroître le fossé entre les conditions de vie de la classe dominante et celles des exploité-e-s. Ce conflit incessant entre les droits de la majorité et les privilèges d'une minorité de possédants et de possédantes est au cœur de la lutte des classes aujourd'hui. Les contre-réformes néolibérales des vingt dernières années se sont attaquées aux avancées " démocratiques " réalisées de peine et de misère. Par une réforme de la fiscalité permettant la maximisation des profits pour les grandes entreprises, l'État a réussi le tour de force de faire reposer la majeure partie des coûts du système sur les épaules de la classe ouvrière. Cette manière de socialiser les déficits et de privatiser les profits a largement contribué à éliminer ce qui était gratuit. Avec un certain cynisme, ces attaques ont été réalisées au nom même de la "survie des programmes sociaux" ! En mettant l'emphase sur le concept "d'utilisateur-payeur", les capitalistes sont parvenus à forger l'idée que chaque citoyen et citoyenne est avant tout un consommateur ou une consommatrice. Comme chaque bien produit par le système capitaliste à un prix, pourquoi en serait-il autrement pour les services "fournis" par l'État à la population ? Il n'y a plus qu'un pas à franchir pour privatiser les services publics, tout particulièrement les plus rentables. C'est précisemment ce qui se produit sous nos yeux.

Chaque lutte pour obtenir la reconnaissance et le respect de nos droits est un pas dans la

bonne direction. Pensons seulement à la lutte exemplaire menée par les étudiants et les étudiantes l'hiver dernier. Bien que l'emphase ait été mise sur la coupure de 103 millions $ dans le régime de prêts et bourses, de nombreuses assemblées générales ont adopté la revendication de gratuité scolaire, à notre plus grande joie d'ailleurs ! Pourtant, il ne suffit pas d'avoir accès à des soins de santé universels ou à une éducation post-secondaire gratuite pour que notre société devienne égalitaire, du jour au lendemain. Chaque jour, nous devons continuer à bosser comme des fous et des folles pour assurer notre bien-être et celui de nos proches. Tant que nous serons des marchandises, tant qu'il faudra payer pour avoir le ventre plein et un toit au dessus de nos têtes, nous vivrons dans une société inégalitaire. C'est pourquoi nous sommes convaincu-e-s qu'il faut détruire ce système fondé sur la propriété privée et le profit pour construire un monde où le travail, les biens et les services n'auront pas de prix. En d'autres mot, une société communiste libertaire.

En plus d'assurer la gratuité et la qualité des services publics, une révolution communiste libertaire devra s'attaquer au problème de la propriété privée en procédant à la socialisation de tout l'appareil de production et de distribution des biens et des services qui aujourd'hui est aux mains des capitalistes. Nous pourrons instaurer le principe de gratuité sur une large échelle lorsque nous aurons aboli toute valeur monétaire à ce qui est produit. En la remplaçant par la valeur d'usage, le travail humain pourra alors se concentrer sur ce qui est véritablement essentiel à la société. En contrepartie, les êtres humains pourront compter sur l'ensemble de ce qui est produit pour satisfaire leurs besoins, et non sur ce qu'ils peuvent "se payer". S'il faut exproprier les proprios pour se loger convenablement, et bien soit ! C'est le " prix " à payer pour que la justice, la liberté et l'égalité reprennent leur sens premier. De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins : tel devrait être le fondement économique des sociétés humaines. Tel est le vrai sens du concept de "gratuité".

Extrait du numéro 7 de Cause commune, été 2005.

H comme Homophobie

L'homophobie est l'expression ouvertement haineuse et discriminatoire du contrôle sur la sexualité appliqué à celles et ceux qui, pour une raison ou une autre, préfèrent baiser avec des personnes du même genre sexué qu'elles ou eux.

Gais et lesbiennes, pédés et gouines, butchs et tapettes, peu importe le nom qu'on leur donne, les personnes dites " homosexuelles " ont ceci en commun qu'elles ébranlent le système patriarcal en dissociant radicalement les plaisirs érotiques de la reproduction, et surtout en brouillant les conventions sociales qui prétendent réduire notre commune humanité à des relations soi-disant complémentaires entre de " vraies femmes " subordonnées à de " vrais hommes ". Mécanisme de défense du patriarcat contre la dissidence sexuelle, l'homophobie prend mille visages: petites vexations, injures, arrestations, violence physique, meurtre... Ses vecteurs les plus vigoureux et les plus redoutables sont

sans soute les organisations de droite et d'extrême-droite, et notamment la plupart des mouvements religieux; à ce titre, l'hystérie fascisante des masses fondamentalistes ne se distingue guère de la bave moralisatrice mollement dégobillée par la mâle gérontocratie catholique.

Comme toute autre forme d'assassinat de la liberté, l'homophobie devrait apparaître aux anarchistes comme un adversaire à abattre. En effet, la liberté et l'autogestion ne signifient pas grand-chose si chacun-e n'est pas d'abord libre de disposer de son corps et de gérer son cul. D'un point de vue libertaire, le seul critère éthique applicable à la sexualité devrait être le plein consentement des partenaires impliqué-e-s, quel qu'en soit le sexe et le nombre. Le fait que le modèle hétérosexuel est le plus répandu ne justifie en rien que les pratiques sexuelles différentes et plus marginales - qu'on peut appeler altersexualités - soient l'objet de préjudices légaux, physiques ou psychologiques. Être hétérosexuel-le, c'est comme être droitier-e: ce n'est pas " normal ", c'est simplement commun.

La lutte contre l'homophobie a pris son essor à partir de 1969, lors d'une descente de police à New York dans un lieu de rencontre fréquenté par des personnes dites " homosexuelles ", le Stonewall Inn. Pour la première fois dans l'histoire, les client-e-s menaçé-e-s d'arrestation ont riposté aux flics par des jets de pierres et des coups de poing. Il s'en est suivi trois nuits d'émeutes qui sont devenues le symbole de la résistance contre l'oppression envers l'altersexualité. Dès 1970, une manifestation a été organisée à New York pour commémorer les émeutes des Stonewall. Depuis, cette manifestation s'est répétée chaque année, se vidant rapidement de son contenu politique, et a été reprise dans la plupart des grandes villes occidentales sous la forme d'un grand carnaval commercial: le Gay Pride Day.

Hélas, au lieu de réaliser son potentiel subversif, le mouvement de revendications issu des émeutes de Stonewall a pris un caractère réformiste et petit-bourgeois. Dans sa presque totalité, le mouvement de libération gai s'est borné à réclamer l'égalité à l'intérieur de l'État capitaliste sans remettre en question les fondements de celui-ci. Deux des principales revendications du mouvement gai sont d'ailleurs profondément inquiétantes: le droit au mariage, qui sanctionne l'encadrement juridique des relations affectives par l'État, et le droit à la carrière militaire, qui cautionne la violence étatique organisée. Certes, le mariage est un cabot édenté qui ne mord plus qu'avec un râtelier emprunté à la déesse Consommation, mais on s'étonne de voir le mouvement gai se soumettre à la logique du massacre érigée en système autoritaire, au nom de la défense de la patrie.

La montée du mouvement de libération gai se manifeste aussi par la multiplication d'une foule de commerces spécialisés qui carburent au profit et à la concurrence, exactement comme n'importe qu'elles autres entreprises capitalistes. La communauté gaie est de toute évidence un marché avant d'être une communauté. Inévitablement, ce marché engendre à son tour son lot d'inégalités. Qui dit " marché " dit aussi " consommateurs ". C'est pourquoi le milieu gai est avant tout un monde d'hommes blancs aux revenus confortables, capables de payer les divertissements et les marchandises dont le système

d'échange tient lieu de relations communautaires. De surcroît, l'imaginaire érotique qui sous-tend ce système d'échange fonctionne en idéalisant un modèle de beauté particulier: le jeune mec blanc, bien baraqué, bronzé et soigneusement coiffé, fringué à la dernière mode. Quiconque s'éloigne de ce modèle se trouve marginalisé par une pseudo-normalité homosexuelle aussi aliénante que la pseudo-normalité hétérosexuelle. Dehors les pauvres, dehors les vieux, les grassouillets et les gringalets, dehors les femmes...

Dans une perspective anarchiste, il va sans dire que la lutte contre l'homophobie ne saurait se réduire à une quête de tolérance acquise au prix d'une adaptation à la société capitaliste. Pour sortir du fade réformisme dans lequel le mouvement de libération gai s'est enfermé, il faut voir la lutte contre l'homophobie non pas comme un but qui se suffit à lui-même, mais plutôt comme un des aspects d'un combat radical contre le patriarcat. Le véritable enjeu de la lutte contre l'homophobie, c'est la destruction des catégories identitaires qui répartissent l'humanité de part et d'autre de frontières dont la seule fonction est de maintenir un système de domination et de

privilèges: hommes/femmes, hétérosexuel-le-s/homosexue-le-s, normal-e-s/déviant-e-s. Aussi pernicieuses que les frontières nationales, ces frontières sexuelles aplatissent la liberté en l'asservissant à des stéréotypes étriqués, et elles sèment la division à l'intérieur de la classe ouvrière en dressant les prolétaires les un-e-s contre les autres au nom d'une morale rétrograde et déshumanisante.

Heureusement, nous sommes loin de l'époque où Emma Goldman créait un malaise chez ses camarades anarchistes en parlant favorablement de l'homosexualité dans ses conférences. Dans la foulée de mouvements des années '70 comme le Front homosexuel d'action révolutionnaire et les Gouines rouges, et sous l'élan de la critique du patriarcat formulée par les féministes radicales, la lutte contre l'homophobie s'est installée dans la conscience politique des anarchistes, comme en témoigne l'émergence récente des Pink Blocks et des Panthères roses. Cependant, il faut aussi reconnaître que, dans nos actions et nos discussions, le combat contre le patriarcat et l'homophobie passe souvent au second plan, derrière des objectifs apparemment plus importants, comme la destruction du capital et l'abolition de l'État. C'est dommage, car on affaiblit ainsi un formidable moteur de révolte et de subversion. Quelles que soient nos préférences sexuelles, n'oublions pas que lutte de classes passe par le corps, et que notre cul est révolutionnaire.

Extrait du numéro 8 de Cause commune, automne 2005.

I comme Individualisme

À la base, l'individualisme est une doctrine qui prône l'indépendance totale de l'individu. Rien ne devrait être fait pour brimer les choix et la volonté de chacun. Pour sa part, l'anarchisme a depuis longtemps pris la défense des droits et des libertés. À travers l'histoire,

les anarchistes se sont opposé-e-s aux attaques d'états tyranniques, à la domination de l'église et plus récemment au contrôle sans limite des corporations. Bien qu'il soit important de se souvenir de la nature profondément sociale des sociétés humaines en défendant nos droits individuels, chaque individu doit faire sa part pour assurer l'harmonie et l'égalité sociale.

Au sein de la société nord-américaine, les gens sont bombardés par des publicités les incitant à consommer. Ces publicités mettent l'emphase sur les désirs individuels et nous amènent à voir le monde d'une façon plutôt égoïste. La culture du " moi " a une emprise sur tout le monde, y compris sur celles et ceux qui pourtant s'y opposent.

Si on ne faisait que ce qui nous plait à tout moment, les tâches moins plaisantes mais tout aussi importantes pour assurer la solidarité sociale ne seraient pas accomplies. Imaginez des parents qui ne feraient pas les sacrifices nécessaires dans leurs propres vies pour assurer la santé et le bonheur de leurs enfants. La base même d'une communauté saine est le don d'une partie de soi pour les autres. Puisque nous vivons dans un monde vaste et complexe, il est nécessaire de se rappeler que nous dépendons sur les efforts des autres pour survivre. Même si quelqu'un décide de s'isoler complètement dans le bois, il ou elle vivrait sur une terre qui sera un jour ou l'autre utilisée par les générations futures.

" De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins "
-la devise du communisme libertaire.

La solidarité va de pair avec le don de soi. L'ensemble des libertés individuelles ont été gagnées grâce des batailles menées par des gens comme nous. Il existe un collant de bumper de char qui exprime bien cette idée : " Les syndicats : grâce à eux, vous avez des fins de semaines ". Les avancés sociales ne sont pas consenties par la bonne volonté des tout-puissants, mais par les luttes collectives des gens ordinaires. Les luttes contre le travail des enfants, pour le droit de vote des femmes ou à des soins de santé universels ont été accomplies par des gens unis pour une cause commune. Nous ne pourrions bénéficier de ces libertés individuelles si nous n'avions pas fait d'engagement les uns envers les autres. Avec ceci en tête, la recherche du bien commun et la solidarité de classe doivent toujours être vues comme des axes centraux dans notre lutte pour la liberté.

Comme communistes libertaires nous croyons en des solutions collectives pour répondre aux problèmes de la société. Les choix de consommation individuels sont parfois des solutions à court terme mais ils se heurtent souvent aux limites financières de chacun et ne font rien pour remettre en cause la hiérarchie économique générale. De la même façon, la résolution de conflits individuels peut aider certaines personnes, mais elle ne permet pas de remettre en cause la façon dont les relations humaines sont définies, notamment au niveau en ce qui a trait à la répartition inégale du pouvoir. Les actes individuels isolés sont à la base de la culture " consommatrice " érigée par le capitalisme. Ce n'est qu'en travaillant ensemble pour construire une société égalitaire qui bénéficiera à toutes et tous que nous pourrons atteindre la véritable liberté individuelle.

Extrait du numéro 10 de Cause commune, mars-avril 2006.

J comme Justice

Pour les anarchistes, l'appareil judiciaire (tribunaux, prisons) fait partie, avec la police et l'armée, des institutions répressives de l'état qui ont pour missions fondamentales le contrôle social et la protection de la propriété privée. Il s'assure que continuent l'exploitation économique et les inégalités sociales en réprimant ceux et celles qui les combattent. En général, les prisons entassent surtout des pauvres et des marginaux. Les juges appliquent pour ceux-ci ou celles-ci des règles qu'ils ne sauraient appliquer à tous : le propriétaire d'un commerce peut voler le travail de ses employé-e-s sans limite, mais lorsque ceux-ci et celles-ci décident de se réapproprier une partie de son capital, ils sont accusé-e-s et condamné-e-s. L'inégalité est source de tension et le système judiciaire, en empêchant de résoudre cette tension, est lui-même responsable des comportements qu'il réprime.

Il arrive parfois qu'une police secourt une victime, qu'un juge tranche en faveur d'une personne en besoin : assurer la sécurité physique de la population ne menace pas les schèmes d'exploitation liés au salariat et à la propriété privée des moyens de production.

Il est bien évident que même dans une société plus égalitaire, les conflits d'intérêts, les déviances et les litiges entre individus ou organismes subsisteraient. Mais les anarchistes estiment que le nombre de conflits sera infiniment moins important lorsque les tensions, frustrations et injustices liées directement à l'exploitation de l'humain par l'humain disparaîtront avec celle-ci.

Il restera alors bien des raisons de se disputer... comment envisager une gestion des conflits sans retomber dans un système répressif inacceptable? D'abord, les règles communes, indispensables dans toute société, devront être élaborées collectivement et rediscutées autant que nécessaire, dans le souci d'être le mieux adaptées possible aux besoins et à l'éthique. Ces règles feront partie du contrat social que chaque individu pourra refuser... en se privant également de tous les services collectifs qui l'accompagnent. Par exemple, la nécessité d'une contribution aux tâches collectives (travail) ne peut être refusée qu'en renonçant à l'accès aux biens, services et ressources collectifs qu'elles fournissent.

Comme pour la police ou l'armée, il est dangereux (et incompatible avec la rotation des tâches) d'instaurer une caste judiciaire chargée de régler les différends. Les personnes chargées de régler les conflits pourraient être élues pour une durée déterminée par secteur géographique ou professionnel, avec des clauses de contrôle et de révocabilité, assurant qu'elles rendent compte de leurs décisions et les justifient. La procédure judiciaire, une fois établis les faits de la façon la plus objective possible (en tenant compte des points de

vue contradictoires), au lieu de chercher d'abord la sanction, devrait s'efforcer, lors de réunions de conciliation, de trouver les voies d'une réparation, qui permette à la fois à la " victime " d'être indemnisée, d'obtenir réparation matérielle ou morale du préjudice causé, et au " coupable " de sortir de cette situation de marginalisation, de rupture sociale pour reprendre une place digne, de se reconstruire un espace social. En ce sens, la prison, même si elle ne consistait qu'en la privation de liberté (ce qui est loin d'être le cas) ne peut pas être une réponse constructive puisqu'elle n'est qu'une punition (et la victime, sauf si elle est sadique, ne peut s'en satisfaire) et qu'à de rares exceptions près elle a tendance à aggraver pour la personne détenue, sa famille et ses proches, les ruptures avec la société et accroît ses difficultés économiques et relationnelles. Dans la façon de rendre la justice aujourd'hui, ce qui se rapproche le plus d'une possible décision de justice en société anarchiste, ce sont les " travaux communautaires ". Les dégâts matériels peuvent assez souvent trouver une équivalence de dédommagement, la difficulté vient des préjudices moraux, qu'on ne saurait compenser par une somme d'argent (que l'on espère aboli!) ou quelque forme de torture que ce soit de la personne condamnée. L'essentiel du travail de la justice sera un questionnement psychosocial des protagonistes et de leur environnement pour ouvrir les pistes, dans le dialogue (y compris vif, vengeur ou affectif), sinon à une réconciliation au moins à la possibilité de cohabiter à nouveau librement et sans heurts. Même dans les cas de troubles mentaux, l'enfermement n'est pas une thérapie et doit rester une étape de courte durée.

Remettre en cause le bien-fondé de l'incarcération est réellement subversif : un pas de plus, et c'est la prison dans nos têtes qui saute. Et ça, aucun gouvernement ne souhaite que nous y parvenions.

Des extraits de ce texte sont tirés de" De la justice en société anarchiste " paru dans le Monde Libertaire no 1339 (déc. 2003).

Extrait du numéro 10 de Cause commune, mai-juin 2006.

K comme Kronstadt (ou la faillite du léninisme)

En mars 1921, les marins de Kronstadt, qui avaient été à l'avant-garde des révolutions russes de 1905 et 1917, se soulèvent contre la dictature du Parti communiste aux cris de " tout le pouvoir aux soviets et non aux partis ". Les insurgéEs exigent la fin des privilèges (salaire égal pour tous et toutes), la restauration de la démocratie socialiste (élections libres dans les soviets) et le retour du pluralisme révolutionnaire (libération de tous les militants et de toutes les militantes socialistes-révolutionnaires et anarchistes). La révolte de Kronstadt sera réprimée dans le sang par le pouvoir léniniste. Il s'agit pour les anarchistes de la confirmation brutale du caractère fondamentalement autoritaire et néfaste de l'idéologie marxiste-léniniste.

Des soviets à la dictature

La révolution russe d'octobre 1917 balaie la bourgeoisie et le parlementarisme et proclame " tout le pouvoir aux soviets ". En russe, " soviet " signifie tout simplement " comité ". Les soviets de 1917 sont des comités de soldats, d'ouvriers et d'ouvrières, composés de délégué-e-s élu-e-s lors d'assemblées démocratiques dans les usines et les casernes où les masses élaborent des résolutions et discutent de politique. À l'origine, la révolution russe promettait un socialisme démocratique que ne reniaient pas plusieurs libertaires.

Le pays est rapidement plongé dans une guerre civile tandis que les anciennes classes dirigeantes tentent de reconquérir militairement le pouvoir. C'est dans ce contexte de guerre que le Parti bolchevique, majoritaire, impose sa dictature et réprime les autres courants révolutionnaires. C'est le début du régime de parti unique et les soviets, dans ce contexte totalitaire, sont vidés de leur substance. Quand les masses s'insurgent en 1921 - grèves insurrectionnelles à Petrograd, révoltes dans les campagnes, insurrection à Kronstadt-le pouvoir léniniste répond par encore plus de répression, allant jusqu'à interdire les tendances à l'intérieur même du Parti bolchevique.

La faillite du léninisme

La faillite du léninisme était pourtant prévisible étant donné sa philosophie autoritaire, son programme dictatorial et sa forme d'organisation centralisée. À la base du léninisme, on retrouve l'idée que la classe ouvrière ne peut pas, par elle-même, développer une conscience révolutionnaire. Au mieux, les ouvriers et les ouvrières peuvent s'organiser en syndicats et lutter pour de meilleurs salaires mais jamais ils et elles ne deviendront révolutionnaires " naturellement ". Pour Lénine et la plupart des marxistes de son époque, ce sont des intellectuels bourgeois et les intellectuelles bourgeoises qui ont inventé le socialisme et l'ont amené aux ouvriers et aux ouvrières. Sans nier que les intellectuel-le-s ont eu un rôle à jouer, les anarchistes ont une vision différente. Pour nous, le socialisme émerge directement des pratiques développées durant les luttes ouvrières. Des intellectuel-le-s, dont un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières autodidactes, l'ont sans doute synthétisé, mais ils et elles l'ont fait à partir de leurs observations des luttes (c'est en tout cas ce que reconnaissent la plupart des intellectuel-le-s à l'origine de l'anarchisme).

Pour les léninistes, l'organisation des révolutionnaires (un parti dans leur cas) est composée d'intellectuelLEs dont le rôle est de rassembler les ouvrierEs les plus conscientEs, de leur apprendre le socialisme afin de constituer une " avant-garde " capable de diriger la classe ouvrière et de la mener au combat révolutionnaire. Il ne peut y avoir qu'une seule " avant-garde " de la classe ouvrière et un seul parti " d'avant-garde ".

Ce différent sur l'origine du socialisme et le rôle de l'organisation des révolutionnaires, qui peut ressembler à un débat sur le sexe des anges pour les non-initié-es, est loin d'être innocent. En effet, si le socialisme émane des travaux des intellectuel-le-s et non des luttes

des ouvriers et des ouvrières et si le parti regroupe " l'avant-garde ", alors en cas de conflit entre la classe ouvrière et le parti, le parti est justifié d'aller à l'encontre de ce que veut la classe ouvrière réelle au nom du " socialisme " et des " intérêts supérieurs " d'une classe ouvrière mythique.

L'alternative libertaire

Les anarchistes savent bien que la combativité et la conscience révolutionnaire ne sont pas distribuées également dans la population. Seule une minorité est combative et révolutionnaire aujourd'hui. On pourrait à la limite parler " d'avant-garde " mais le concept est trop flou et implique pour le commun des mortel-le-s une certaine supériorité et la volonté de diriger. Quant à nous, nous ne sommes pas en avant ou en dehors des masses, nous sommes dans les masses, nous en faisons partie. Nous préférons donc parler de " minorité agissante ".

Selon nous, la " minorité agissante " doit être organisée pour être pleinement efficace. La " minorité agissante " est surtout une force de proposition et d'éducation. Cela peut se faire bien sûr par la propagande et par l'intervention des militants et des militantes dans les luttes mais aussi en donnant l'exemple par une action collective, résolue et décidée. Nous vivons l'organisation révolutionnaire comme l'un des moments des luttes sociales, une assemblée de militants et de militantes politiquement sur la même longueur d'onde qui coordonnent leurs actions. L'organisation anarchiste n'aspire pas à diriger les luttes, elle veut simplement les radicaliser. Quand des militants et des militantes libertaires se retrouvent en position de leadership, ils et elles poussent au maximum l'autogestion et l'autonomie des forces populaires. Nous prenons très au sérieux la devise de la Première Internationale : " L'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'œuvre des travailleurs et des travailleuses eux et elles-même ". Qu'on se le tienne pour dit !

Extrait du numéro 11 de Cause commune, automne 2006.

L comme Liberté

Sur le plan philosophique, l'anarchisme se définit clairement et sans ambiguïté par rapport à tous les autres systèmes philosophiques: il s'oppose au principe d'autorité et lui oppose le principe de liberté.

Les principes libertaires s'appuient sur une très longue expérience vécue: celle de l'histoire humaine. L'histoire est là, en effet, pour démontrer que, partout et toujours, dans tous les temps et tous les lieux, l'autorité et la liberté se sont constamment opposées. Cette opposition permanente, on la retrouve dans toutes les branches de l'activité humaine, en politique aussi bien qu'en religion, en art aussi bien qu'en science: contre l'autorité qui prétend imposer le silence et l'immobilité, la liberté se dresse pour contester et revendiquer

la parole et le mouvement. L'histoire démontre ainsi que l'autorité a toujours été l'idéal, le moteur et l'arme des gouvernements, des dominateurs, des maîtres; la liberté, l'idéal, le moteur et l'arme des gouverné-e-s, des opprimé-e-s, des esclaves.

Autorité et liberté sont, non des fictions philosophiques, mais bien des réalités vivantes de la vie des humains. Elles s'opposent en termes irréconciliables, mais ne peuvent se nier, ni s'ignorer: toute la vie des sociétés repose sur leur équilibre instable. Entre ces deux adversaires, il n'y a jamais de coexistence pacifique, mais seulement des périodes plus ou moins longues de paix armée, des trêves que viennent rompre, soit un sursaut de l'autorité (réaction), soit une offensive de la liberté (révolution). Mais cette lutte incessante que se livrent l'autorité et la liberté n'est, en définitive, que l'expression philosophique d'une réalité sociale bien définie: le combat qui dresse en permanence ceux et celles qui subsistent contre ceux et celles qui asservissent. Autorité et liberté deviennent ainsi les deux termes symétriques et opposés d'une unique proposition: la lutte de classe.

Peut-on supprimer toute autorité? Peut-on concevoir une liberté illimitée? L'autorité est néfaste, mais peut-on concevoir un monde sans autorité? La liberté est le but suprême des aspirations humaines, mais ne risque-t-elle pas, sans limites et sans frein, de basculer dans le chaos? En d'autres termes, l'anarchie n'est-elle pas une utopie et le combat que nous menons un mirage? Ce sont des questions embarrassantes, mais auxquelles il faut répondre.

Précisons tout de suite un point important: l'autorité dont il est question ici est celle qui s'impose à autrui par la contrainte, la violence ou la peur -- et non celle qui s'impose naturellement par son rayonnement moral. Il s'agit donc de cette autorité qui, dans la société, s'exprime par la puissance et se manifeste par la domination. Quant à la liberté, il s'agit, évidemment, du droit que doit (ou devrait) avoir tout humain d'agir sans contrainte.

Le problème social que pose la dualité de l'autorité et de la liberté a été abordé par à de multiples reprises par les anarchistes. La révolte qu'inspire l'autorité illégitime n'est nullement une revendication de la liberté totale. Disons-le donc nettement, la liberté anarchiste ne saurait être celle de piétiner les fleurs d'un parc public ou, à l'extrême, de tuer son voisin si ça nous chante. À la liberté DE l'individu s'opposent la liberté, le bien et la sécurité DES individus. Ceux-ci ont donc parfaitement le droit de prendre des mesures, lorsque c'est nécessaire, afin d'empêcher de nuire ceux et celles qui veulent nuire.

Mais alors quelle différence avec la société autoritaire? Ces différences seront au nombre de deux et capitales: le " service d'ordre " sera orienté vers la prévention et non vers la répression, comme c'est le cas actuellement; et les membres de ce service d'ordre seront nommé-e-s, non par le pouvoir, mais par les collectivités intéressées, responsables devant elles et révocables par elles.

Soyons réalistes. La société idéale est un mythe, puisqu'elle suppose la perfection. La

société à construire, la société anarchiste sera un régime qui, au-delà de la démocratie et plus qu'elle, sera orienté vers la liberté. À travers des structures changeantes, parce qu'adaptables aux formes changeantes de l'évolution, elle tendra vers l'autogestion généralisée, le gouvernement de chacun par chacun, vers une perfection qui ne sera jamais atteinte intégralement. Dans la société la plus autoritaire, il existe toujours des parcelles de liberté. Dans la société libertaire, il demeurera des parcelles d'autorité, dont l'important diminuera au fur et à mesure que les humains apprendront mieux l'usage de la liberté.

Entre ces deux pôles opposés, il faut faire un choix clair et décisif: ou l'autorité avec son cortège de "grandeur" et d'esclavage; ou la liberté avec ses difficiles pratiques. Les anarchistes ont choisi la liberté.

Adapté librement du texte " Choisir la liberté " de Maurice Fayolle.

Extrait du numéro 12 de Cause commune, hiver 2007.

M comme Mouvements sociaux

" Agir au lieu d'élire " : à lui seul, ce slogan résume bien la stratégie privilégiée par les anarchistes pour arriver à obtenir des changements sociaux. Mais encore faut-il intervenir collectivement si l'on veut faire des gains. Loin de rester confiné-e-s " entre anarchistes ", nous avons fait le choix de militer au sein des mouvements sociaux. Voici pourquoi.

Dès qu'un groupe prend conscience de sa propre existence, que ses intérêts sont bafoués par ceux qui détiennent le pouvoir, il y a fort à parier que certain-e-s de ses membres prendront les moyens pour s'organiser et lutter. C'est ce qui s'est produit au 19e siècle lorsque la classe ouvrière s'est regroupée en formant les premiers syndicats. D'abord illégaux, pratiquant davantage l'action directe que la concertation avec les patrons, les syndicats ouvriers ont tracé la voie à une foule d'autres regroupements sur la base d'intérêts divers. Aujourd'hui, divers mouvements existent et revendiquent le respect de droits fondamentaux, qu'il s'agisse de ceux des femmes, des autochtones, des gais et lesbiennes, des sans-emploi, des étudiant-e-s ou des locataires. Il suffit d'analyser le paysage politique québécois pour s'apercevoir que les mouvements sociaux sont à l'heure actuelle l'un des principaux moteurs des luttes sociales.

À tort, on peut penser que ces mouvements ont tous plus ou moins la même couleur politique, vaguement social-démocrate. Ce n'est pas nécessairement le cas. Ils peuvent être progressistes ou conservateurs, réformistes ou radicaux. Des tendances politiques, parfois contradictoires, s'opposent régulièrement en leur sein, entraînant des scissions menant à la création de nouvelles organisations. C'est aussi vrai dans le mouvement syndical que dans le mouvement étudiant ou le mouvement féministe. Si globalement leur intervention

vise à obtenir des réformes afin d'améliorer les conditions de vie de la population, certains d'entre eux portent néanmoins un potentiel de rupture avec l'ordre capitaliste et patriarcal. D'où l'importance que les idées et les pratiques libertaires puissent également s'y exprimer.

Lorsque les anarchistes interviennent dans les mouvements sociaux, ils et elles le font pour diverses raisons. Si nous avons fait le choix de nous organiser avec d'autres personnes qui vivent des situations d'exploitation ou de domination, c'est que nous vivons directement les mêmes problèmes. Nous ne participons donc pas à leur fonctionnement afin de les noyauter ou de les contrôler, comme l'ont fait d'autres tendances politiques (qu'il s'agisse des péquistes ou des marxistes-léninistes), mais bien pour nous organiser avec d'autres personnes qui souhaitent transformer la société. Au sein des mouvements sociaux, les anarchistes ne restent pas les bras croisés. Tant et aussi longtemps que la propriété et la richesse demeureront confinées dans les mains de quelques-uns et que l'État veillera au grain pour protéger ces privilèges, la justice et l'égalité demeureront un mythe. C'est pourquoi nous luttons contre les tendances réformistes qui négligent toute critique en profondeur du système capitaliste. Nous travaillons également de manière à renforcer l'autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis des partis politiques, qu'ils soient de " gauche " ou de droite. Les anarchistes cherchent également à promouvoir les actions directes, et non simplement les moyens d'actions purement symboliques ou le lobbying comme c'est malheureusement souvent le cas. Nous souhaitons créer les conditions permettant une plus grande unité entre les mouvements, de façon à développer un front élargi de lutte contre nos ennemis communs.

Cette radicalisation des mouvements sociaux doit aller de pair avec une démocratisation des organisations. Les mouvements sociaux doivent être contrôlés par leur base. Cette prise en charge est absolument nécessaire car sans elle, il est difficile de penser le changement vers une société où le pouvoir ne sera plus l'affaire d'une minorité, mais bien l'affaire de toutes et tous.

Extrait du numéro 13 de Cause commune, mars 2007.

N comme Nationalisme

La fierté nationale, quel sentiment étrange! Comme il est facile d'oublier que la " nation québécoise " s'est construite grâce au pillage des terres et à l'extermination quasi complète d'autres peuples et cultures. À qui appartient la " nation "? Aux travailleurs et aux travailleuses qui l'ont construite ou aux élites qui en ont profité? Qui décide de " l'avenir de la nation ", des " valeurs de la nation "? Que penser du paradoxe de l'exaltation de la fierté nationale d'une part et du fatalisme qui entoure toute discussion sur la mondialisation et " l'ouverture " de l'économie…

S'il semble aujourd'hui " normal ", le nationalisme n'a pas toujours existé. Il a été inventé de toute pièce à une époque où la bourgeoisie construisait des États pour encadrer les marchés qu'elle entendait dominer. Le nationalisme fut le ciment permettant et justifiant la création de l'État-nation. Ce processus de création d'une nouvelle " communauté politique ", soudée par le nationalisme, n'a pas été simple et sans contradictions. Plusieurs nations peuvent en effet se côtoyer sous un même État, pensons notamment aux pays d'Europe ou au Canada…

L'utilité du nationalisme du point de vue des élites est évidente. Détourner les masses en général, et la classe ouvrière en particulier, des conflits sociaux qui surgissent périodiquement à l'intérieur même de la " nation ", notamment en ce qui concerne la répartition de la " richesse nationale ", pour les mobiliser dans une compétition internationale avec les autres " nations " ou contre les " étrangers ". On sait que l'exacerbation de cette compétition internationale mène à des guerres fratricides et autres " interventions militaires ". La bénigne " fierté nationale " se mue alors en patriotisme revanchard et réactionnaire qui fait de " l'autre " un ennemi.

Pour faire face au nationalisme, le mouvement ouvrier a historiquement proposé l'internationalisme. L'idée toute simple que les travailleurs et les travailleuses des différents pays avaient plus d'intérêts en commun qu'ils et elles n'en avaient avec leur bourgeoisie respective. Ça ne signifie pas renier nos identités particulières, simplement de reconnaître deux choses : d'une part que la diversité culturelle est une richesse de l'humanité ; et, d'autre part, qu'au delà de ces identités particulières nous participons tous et toutes d'une même humanité. Au nom de cette commune humanité, nous ne saurions tolérer d'exploitation et d'oppression d'aucune sorte.

S'opposer ainsi au nationalisme, lorsque l'on vit dans les pays impérialistes, est relativement simple. Le problème est que le nationalisme des uns est aussi l'impérialisme des autres et qu'il existe dans le monde de nombreuses situations d'oppression nationale. Dans ces cas, le nationalisme n'a pas inévitablement un contenu entièrement négatif et réactionnaire. Certains révolutionnaires pensent pouvoir prendre un raccourci en empruntant la voie nationaliste dans les pays dominés par l'impérialisme. Les anarchistes ne sont pas d'accord. Nous croyons que la défaite de l'impérialisme ne viendra que d'une révolution sociale menée contre les impérialistes et la classe dirigeante locale. Cette révolution sociale devra se répandre au delà des frontières nationales. Nous devons encourager et développer la solidarité internationale qui un jour jettera la base pour une révolution sociale globale.

Extrait du numéro 15 de Cause commune, été 2007.

O comme Organisation

La question de l'organisation est loin de faire consensus dans le mouvement libertaire.

Certains voient dans toute organisation une bureaucratie en puissance et un frein à la liberté si chère aux anarchistes. D'autres, sans être contre l'organisation en soi, ne voient pas la nécessité de l'organisation politique et considèrent que les mouvements sociaux se suffisent à eux-mêmes. Pour notre part, nous sommes partisans de l'organisation politique des communistes libertaires.

Dans les luttes, les gens se radicalisent et veulent parfois aller plus loin. Souvent, les militants et les militantes vont regarder autour d'eux et elles pour voir qui est là et ce que les différents courants ont à proposer. Il y a dix ans, personne n'aurait parié sur une résurrection du maoïsme ou de la gauche électoraliste. Et pourtant, ça c'est produit. Pourquoi? En partie, à cause des carences du mouvement anarchiste et de son incapacité à offrir des perspectives politiques.

Comme la plupart des libertaires, nous militons au sein des mouvements sociaux. Nous militons pour faire progresser nos luttes et les gagner. Mais nous sommes aussi des militant et les militantes politisé-e-s, avec une perspective propre que nous souhaitons faire partager. Le problème, c'est que nous ne sommes pas les seul-e-s!

Dans les luttes, il y a aussi (quelques) rouges et (beaucoup) de réformistes. Il y a une bataille des idées qui fait rage sur la direction que doivent prendre les mouvements sociaux. Isolé-e-s et désuni-e-s, nous ne faisons pas toujours le poids face à des partis (relativement) bien organisés et coordonnés. L'organisation est nécessaire pour partager des ressources, rompre avec le localisme et maximiser l'impact des pratiques libertaires.

Beaucoup d'anarchistes sont organisé-e-s, entre autre, pour faire de la propagande. Que ce soit pour éditer un journal, tenir un site web, produire une émission de radio, animer une librairie. C'est vital --si les anarchistes ne font pas la promotion de leurs idées, personne ne le fera!-- mais c'est insuffisant. Faire la propagande de l'idéal, c'est une chose, mais ça en est une autre de tenter de changer le monde. Pour cela, il ne suffit pas de proclamer ad nauseam la nécessité de la révolution, il faut convaincre et regrouper des gens autour d'une perspective de changement. Ça, ça ne se fait pas dans l'abstrait, ça se fait dans la société et les luttes réellement existantes. Voilà à quoi doit servir l'organisation : faire exister politiquement un courant libertaire dans la ville. Donner un visage public à l'anarchisme et rassembler un pôle libertaire dans les luttes.

D'autres anarchistes sont organisé-e-s, entre autre, pour faire de l'action directe. Il existe plusieurs regroupements d'action directe sur des questions comme la mondialisation, la guerre, le travail, l'immigration ou la lutte anti-raciste. Encore là, il est vital de chercher à agir sur la conjoncture et d'ouvrir des perspectives radicales de lutte, mais les luttes sectorielles, même radicales, sont insuffisantes. L'organisation doit servir à développer une perspective politique libertaire globale, ancrée dans le quotidien et fédérant tous les fronts.

L'organisation politique ne remplace pas les groupes de propagande et les groupes d'ac-

tion directe, elle est complémentaire. C'est une organisation permanente, large et ouverte, qui fait tantôt de la propagande, tantôt de l'action. C'est une organisation, surtout, qui est présente dans les luttes et les quartiers. Une organisation qui milite pour des mouvements sociaux combatifs et l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte. Une organisation cohérente politiquement.

L'organisation telle que nous la concevons n'est pas une avant-garde de révolutionnaires professionnel-le-s appelé-e-s à diriger les luttes et les gens. C'est plutôt une minorité agissante de militants et de militantes communistes libertaires, un regroupement de camarades sur la même longueur d'ondes qui coordonnent leurs activités politiques. Ce n'est pas un groupe secret, un club privé ou un groupe d'affinité mais une organisation publique dont on peut devenir membre si on est d'accord avec ses positions. Bref, un peu comme ce que nous tentons de faire avec la NEFAC…

Extrait du numéro 16 de Cause commune, septembre 2007.

P comme Patriarcat

Le patriarcat est un système social qui repose sur l'oppression des femmes au profit des hommes. Ce système a des impacts sur pratiquement toutes les facettes de nos vies : l'inégalité des rôles sociaux et des salaires attribués aux femmes et aux hommes, l'exclusion des femmes des hautes sphères politiques, l'imposition d'une langue sexiste, la valorisation des attitudes machos, la plus ou moins acceptation sociale du viol...

On connaît mal l'origine du patriarcat, mais on peut imaginer que l'enfantement est à la base de la division sexuée du travail et que les fondements politiques du patriarcat découlent de cette division.

Si le patriarcat se perpétue encore aujourd'hui, alors que le fait de pouvoir avoir des enfants n'égale plus forcément être confinée à la sphère familiale, c'est grâce à la socialisation sexuée des garçons et des filles. Les comportements et les rôles sociaux liés aux genres ne sont ni librement choisis ni imposés par les gènes ou par des dieux : ils sont reproduits à travers les générations par les institutions sociales, politiques et économiques, comme les écoles, les partis politiques et les corporations.

La réaction d'auto-défense des femmes face à cette oppression patriarcale, et face à sa réalisation idéologique, le partiarcalisme, a donné naissance au féminisme. Les féministes ont entrepris de combattre l'oppression des femmes partout où elle se trouve en développant des outils théoriques et pratiques qui permettent de reconstruire de nouvelles manières de vivre égalitaires. Le suffrage universel, l'accès aux postes de pouvoir, la modifications de lois sexistes sont des exemples historiques des changements importants que les féministes ont réussi à apporter à nos sociétés construites sur le cadre patriarcal.

Même si en théorie l'anarchisme, ennemi de tous les autoritarismes, est complètement compatible avec le féminisme, en pratique, les anarchistes sont eux et elles aussi socialisé-e-s à la manière patriarcale et reproduisent de manière consciente ou non les comportements patriarcaux.

Le patriarcat a survécu longtemps sans le capitalisme et pourrait encore le faire à l'avenir. Afin que nos formes d'organisation, nos revendications et nos tactiques soit adaptées aux conditions de l'ensemble des exploité-e-s, il est donc nécessaire de reconnaître l'existence de l'oppression spécifique des femmes puis d'intégrer des modes de fonctionnement anti-patriarcaux dans nos mouvements. Un mouvement révolutionnaire entaché par une culture sexiste, même s'il se voulait anti-capitaliste, aurait peu de chance de contribuer à la construction d'une société réellement égalitaire.

Extrait du numéro 17 de Cause commune, novembre 2007.

Q comme Quartier

Le quartier est à la fois un lieu de vie, un terrain de lutte et l'un des points de départ de toute transformation fondamentale de la société. Le quartier est au cœur du projet politique libertaire.

Au Moyen-Âge, on disait que "l'air de la ville rend libre". C'est encore vrai dans une certaine mesure: l'ordre moral y est moins prononcé et le champ des possibles, entre autres, y est plus large qu'ailleurs. Plus la ville est grande, plus on est libre… et anonyme. C'est l'envers de la médaille, le côté obscur de la société de masse et du " vivre et laisser vivre ". Heureusement, nous ne vivons ni dans le transport en commun, ni dans le trafic! En grattant à peine, pour peu qu'on s'y investisse, on trouve dans la ville plusieurs communautés à échelle humaine: les quartiers. Le quartier est une partie de la ville ayant sa physionomie propre et une certaine unité sociale. Chaque quartier a son histoire, son cachet et, pour certains quartiers ouvriers, son fumet (tout dépendant de l'usine la plus proche!).

Les vieux quartiers populaires sont devenus des terrains de lutte de classe importants. Sous couvert de revitalisation et pour répondre aux besoins de la dictature automobile, on démolit, construit et défigure à tour de bras. Face aux bourgeois, grands ou petits, et à l'État, des gens se lèvent et la résistance s'organise en comités de citoyens et de citoyennes et groupes populaires. Droit au logement, services communautaires, aménagement urbain, revendications locales, les habitants et les habitantes des quartiers veulent avoir leur mot à dire et maîtriser leur environnement immédiat.

De communautés fortuites, certains quartiers se sont transformés avec le temps en communautés solidaires. Pour qui ne s'enfarge pas dans les fleurs du tapis, c'est l'une des rares

expressions contemporaines d'antagonisme socio-politique et, n'ayons pas peur des mots, de conscience de classe (au moins potentiellement). Voilà qui est précieux pour ceux et celles qui veulent changer le monde. Pas surprenant que les communistes libertaires soient investi-e-s avec autant d'énergie dans les quartiers que sur les lieux de travail.

Communisme libertaire

En parlant de notre projet de société, nous avons souvent braqué les projecteurs sur son versant économique (" De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins "). Dans "communisme" il y a, bien sur, " commun " mais aussi " commune ". Les révolutionnaires que nous sommes pensent automatiquement à " La Commune ", celle de Paris (rien à voir avec les hippies), et oublient qu'en Europe, là où a d'abord été pensé le communisme libertaire, " commune " désigne aussi, plus prosaïquement, une simple municipalité.

Le communisme libertaire part des quartiers et des entreprises autogérées, dont les assemblées de masse sont souveraines. La démocratie directe telle que la conçoivent les anarchistes est un fédéralisme à deux pattes, l'une économique, l'autre géographique. La commune se trouve à être la fédération des assemblées, le conseil municipal la rencontre des délégué-e-s de quartiers et d'entreprises, choisi-e-s, mandaté-e-s et révocables par la base. Les communes existent pour planifier l'économie, doter les villes de services publics et mener à bien les projets locaux. Elles s'unissent en fédérations pour ce qui les dépasse et ce dont elles ne peuvent s'occuper seules. Les assemblées d'entreprises font de même pour former des fédérations industrielles, les deux secteurs étant unis à tous les niveaux, du local au global, en structures confédérales.

Le communisme libertaire, c'est la mise en commun de la richesse, et des moyens de la produire, mais aussi le triomphe de la fédération des communes libres sur l'État-nation.

Extrait du numéro 18 de Cause commune, hiver 2008.

R comme Révolution

Notre projet politique, l'égalité et la liberté intégrale pour toutes et tous dans toutes les sphères de la vie, est impossible à réaliser dans le cadre social et politique que nous connaissons.

D'abord, certains et certaines profitent de l'injustice institutionnalisée et ne céderont pas librement leurs privilèges. Ensuite, la logique interne des systèmes d'oppression et d'exploitation -capitalisme, État, patriarcat-rend toute réforme en profondeur impossible.

Un capitalisme qui n'exploite plus les salarié-e-s pour accumuler du capital, ce n'est plus

le capitalisme. Un État qui ne détient plus le monopole de la violence et qui n'est plus une autorité séparée à laquelle la société doit se soumettre, ce n'est plus l'État. Un patriarcat qui ne hiérarchise plus les genres et qui n'exploite plus les femmes, ce n'est plus le patriarcat. On peut certes faire des gains et arracher des victoires qui rendent le monde un peu plus supportable, mais on ne peut pas éradiquer l'injustice sans changer en profondeur la société. L'émancipation complète exige rien de moins qu'une révolution.

On entend généralement par révolution un changement brusque et radical d'un ordre social et politique. Historiquement, et encore aujourd'hui, la plupart des révolutions ont d'abord été des révolutions politiques et se sont plus ou moins limitées à des changements au niveau de l'État. Comme le changement proposé par les anarchistes va beaucoup plus loin, on parle de révolution sociale.

Nous ne croyons pas au " lendemain du Grand Soir " et nous sommes conscients et conscientes que le changement social est un processus long qui prend racine dans les luttes au jour le jour, ici et maintenant. Ceci dit, cela n'évacue pas la question de la révolution qui est un aboutissement possible des luttes sociales. La révolution, c'est quand le rapport de force bascule dans le camp du peuple et permet le renversement des anciennes structures de domination et leur remplacement par l'autogestion généralisée.

Il y a un fossé entre la situation actuelle et une situation révolutionnaire. Un fossé tellement grand que plusieurs croient qu'une révolution est impossible. Il est évident qu'elle n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat et qu'elle ne semble pas prête à le devenir dans un avenir prévisible. Là n'est pas la question.

L'enjeu est de savoir comment augmenter notre rapport de force et faire le pont entre le présent et une situation révolutionnaire. Pour notre part, nous proposons une stratégie de radicalisation des luttes et la création de contre-pouvoirs. Il s'agit de favoriser le développement de la conscience et de l'autonomie des mouvements sociaux. Construire les rapports de force pour pouvoir éventuellement passer à l'offensive. Développer l'autogestion et la démocratie directe dans les luttes. Favoriser les alternatives sociales sans se faire d'illusion.

La révolution est une option stratégique, c'est notre horizon politique. Il ne s'agit ni d'un acte de pure volonté, ni d'une formule incantatoire. C'est une perspective politique. Personne ne contrôle le climat social. Souvent, par le passé, alors que la situation semblait irrémédiablement bloquée, le temps s'est accéléré et la révolution est apparue là où personne ne l'attendait. Si ça cela reproduit, serons-nous prêts et prêtes?

Extrait du numéro 19 de Cause commune, printemps 2008.

S comme Syndicat

Dans notre société, la démocratie, pour peu qu'elle existe, s'arrête aux portes de l'entreprise. Pour le commun des mortels, les droits et libertés ne s'étendent pas au monde du travail. Exprimer son opinion est risqué, protester et revendiquer ses droits l'est encore plus. Sauf exception, au travail on ne discute pas et on ne vote jamais. Dans le meilleur des mondes, on ne penserait même pas…

L'ennui, c'est que les salarié-e-s ne sont pas encore des machines. Il y a des limites à ce qu'on peut endurer. Il y a des situations où même les plus effacé-e-s et les plus obéissant-e-s vont choisir de dire non et de se tenir debout. C'est pour ça qu'il y a des syndicats. Pour se faire respecter et défendre ses droits au travail.

Un syndicat est une association qui a pour objet la défense d'intérêts communs. Se reconnaître des intérêts différents de ceux des patrons, c'est le B-A-BA de la lutte de classe. Dans une perspective anarchiste, c'est éminemment positif.

Les syndicats établis ne sont pas des organisations révolutionnaires et n'ont pas la vocation de le devenir. S'ils étaient des organisations d'auto-défense efficaces ce serait déjà ça de pris. Le problème, c'est qu'ils le sont de moins en moins…

Si le syndicalisme est le principal mouvement de masse en activité au Québec, il faut reconnaître qu'il est particulièrement sclérosé et gangrené par la bureaucratie et le réformisme le plus plat. L'immense majorité des syndiqué-e-s ont développé le même type de relation amour-haine avec leur syndicat qu'ils et elles ont avec leur compagnie d'assurance. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, quand les choses deviennent sérieuses et qu'il faut vraiment se battre, la plupart des syndicalistes manquent légèrement de pratique. Pourtant, comme l'ont démontré les premières années du règne de Jean Charest, le potentiel est là et il est immense.

Les anarchistes qui s'intéressent au syndicalisme le font d'abord à titre de salarié-e-s. Nous avons tous et toutes intérêt à ce que les syndicats soient plus combatifs et efficaces. Chaque défaite a un impact désastreux sur le climat social, rendant les prochaines batailles plus difficiles. La tâche la plus urgente nous semble être de diffuser l'information sur les luttes en cours et de développer la solidarité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats établis.

Nous ne cessons pas d'être anarchistes en entrant au syndicat et nous continuons de prôner les pratiques qui nous semblent les plus porteuses (démocratie directe, solidarité, action directe, etc.). Les luttes syndicales sont un terrain de propagande et d'agitation comme un autre.

En tant que révolutionnaires, le lieu de travail revêt toutefois une importance particulière. C'est l'un des principaux lieux physiques où se fait l'exploitation et c'est l'un des endroits

où les gens ordinaires ont le plus de pouvoir potentiel (la plus grande capacité de nuisance en tout cas).

Toute transformation sociale radicale devra partir, entre autres, des lieux de travail. Sans organisation préalable au cœur de l'économie, il n'y a pas de réorganisation autogestionnaire à grande échelle possible. S'ils ne sont pas l'institution révolutionnaire qui reprendra en main l'économie, en organisant la résistance sur les lieux de travail, les syndicats pavent la voie.

Extrait du numéro 20 de Cause commune, mai 2008.

T comme Terrorisme

L'occupation militaire de l'Afghanistan fait partie intégrante d'une vaste croisade impérialiste qui prend pour prétexte la " guerre au terrorisme ". Qu'en est-il au juste ?

Le terrorisme désigne généralement les actions violentes menées contre la population civile, de telle sorte que leur retentissement psychologique - terreur et peur - dépasse largement le cercle des victimes directes pour frapper l'opinion publique. Il s'agit d'une tactique répugnante. Le terrorisme fait bien l'affaire des gouvernants car la peur demeure le meilleur moyen de mobiliser l'opinion et de couper court à tout débat. " Vous êtes avec nous ou contre nous " lançait, menaçant, George W. Bush à la planète entière.

La peur a toujours servi avec un zèle constant l'autorité, dans les systèmes de domination archaïques ou dictatoriaux comme dans nos soi-disant démocraties. Après la disparition de la " menace communiste ", les élites politico-militaires ont dû instrumentaliser un nouvel ennemi, l'islamisme radical. Ironiquement, c'est l'Occident, dans le feu de la lutte anticommuniste, qui a dopé ce courant en l'équipant et en le formant militairement. Il suffit de rappeler que Ben Laden, recruté à Istanbul en 1979, a été un agent de la C.I.A. pendant presque 10 ans. Terrorisme et islamisme radical: nouvelle menace, nouvelle peur, nouveau pouvoir.

La peur est bien pratique, elle permet aux maîtres de se porter garants du bien-être et de la sécurité de " leur peuple ". Elle permet également de désigner un "ennemi intérieur" qu'il s'agit d'anéantir. Les oligarchies modernes et pseudo-démocratiques s'ingénient à susciter la peur du " pire ", la frayeur de " ce qui pourrait advenir si... " (si nous, vos bons maîtres, n'étions pas, ou hélas plus, là, pour vous défendre), le contrat social reposant alors sur une "vérité" massivement diffusée : " Ici, c'est mieux qu'en face ".

Les gouvernements vont parfois même jusqu'à instrumentaliser, commanditer ou faciliter l'action terroriste afin de créer une crise qui leur sera profitable. Ainsi, on a découvert récemment que de nombreux attentats attribués aux anarchistes et aux Brigades rouges, dans les années 1970 en Italie, était en fait l'œuvre de groupes d'extrême-droite téléguidés

par certaines factions de la classe dirigeante. Cette "stratégie de la tension" vise à déstabiliser une société afin de provoquer un désir d'ordre favorisant les solutions autoritaires. Plus près de nous, il est connu et documenté que les forces de l'ordre, notamment la GRC et le SCRS, ont trempé dans une série d'opérations louches (incluant un attentat à la bombe pour discréditer le syndicalisme de combat de la CSN).

Des premières racines de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la dernière phase de mondialisation, le capitalisme a toujours utilisé le terrorisme pour asseoir violemment sa domination. Du massacre des peuples autochtones aux bombardements de populations civiles en passant par les blocus économiques et les assassinats ciblés de militants et de militantes par les escadrons de la mort, l'histoire est ponctuée d'atrocités commises par les maîtres du monde contre la population civile pour frapper l'opinion publique. Les ingrédients de la doctrine stratégique de la Terreur moderne : le massacre, le choc psychologique, la guerre médiatique, la propagande et la contre-propagande, Amen.

De tout temps, les maîtres ont eu intérêt à entretenir la confusion autour du terrorisme. Ainsi, les terroristes des uns sont souvent les libérateurs des autres. Qui aujourd'hui oserait qualifier les résistants français et des résistantes françaises des années 1940 de terroristes? Pourtant, c'était l'étiquette infâmante que l'occupant nazi leur accolait. Il ne faut pas confondre lutte armée et terrorisme. La ligne est mince, pour nous un pas est franchi lorsque l'on s'attaque aveuglément aux populations civiles.

Pour nous, cette lutte internationale contre le "terrorisme" et l'islamisme radical n'est qu'une guerre mondiale contre l'humanité pour que certains puissants puissent le rester. C'est la misère et la guerre qui sont le ferment du terrorisme. Sans paix et justice, pas de recul du terrorisme. L'actuelle "guerre au terrorisme" ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu. À notre avis, les plus grands terroristes sont ceux et celles qui nomment "Liberté" les barreaux qui retiennent les peuples dans leur cage et "Vérité" les plus basses manipulations qui n'ont rien à envier à l'histoire des plus grandes tyrannies. Il s'agit de ne pas se tromper de cible.

Extrait du numéro 21 de Cause commune, été 2008.

U comme Unité

(Une invitation à refonder l'anarchisme organisé)

Les collectifs québécois de la NEFAC sont en pleine redéfinition. En effet, les sections québécoises et américaines de la fédération ont décidé de former deux organisations solidaires mais indépendantes. Les 22 et 23 novembre, nous tiendrons un congrès dans la Métropole qui sera l'occasion d'adopter le manifeste et la constitution d'une nouvelle organisation communiste libertaire québécoise. Nous voulons profiter de l'occasion pour entamer un dialogue avec des camarades proches de nous et voir s'il est possible de faire

un bout de chemin ensemble et d'intégrer plus de militants et de militantes au processus dans toutes les régions du Québec.

Notre base d'unité

En une petite décennie de luttes, une organisation communiste libertaire sérieuse a enfin réussi à s'implanter au Québec. En soi c'est déjà une victoire, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire, selon nous, avant de voir émerger dans la province le type d'organisation révolutionnaire que nous préconisons. Pour assurer le développement de l'anarchisme organisé au Québec, une stratégie impliquant plusieurs tâches à mener de front s'impose. Il s'agit d'enraciner une organisation révolutionnaire militant pour des mouvements sociaux combatifs et pour l'émergence d'une gauche libertaire large et ouverte.

Mais d'abord, de quel type d'organisation parlons-nous? L'organisation, telle que nous la concevons, est l'un des moments des luttes sociales. C'est une assemblée de militants et de militantes sur la même longueur d'onde, un lieu de confrontation et de synthétisation d'idées et d'expériences sociales et politiques. Ce n'est pas un groupe secret, un club privé ou un groupe d'affinité mais une organisation publique dont on peut devenir membre si on est d'accord avec ses positions. L'organisation est nécessaire pour partager des ressources, rompre avec le localisme et maximiser l'impact des pratiques libertaires en coordonnant nos activités politiques. L'expérience nous a amené à adopter les principes d'organisations plateformistes, c'est-à-dire une organisation efficace qui repose sur:

L'unité théorique et tactique
Le fédéralisme et la démocratie directe
La responsabilité collective.

Nous n'avons pas une approche dogmatique de la " Plateforme d'organisation des communistes libertaires ", le document de base du " plateformisme "; c'est le point de départ de notre pratique et non le point d'arrivée. Concrètement, la recherche d'unité et de cohérence est un processus permanent qui se vit au travers de débats internes. Le fédéralisme et la démocratie directe nous permettent d'atteindre un certain équilibre entre autonomie et force collective. Ce qui est commun est collectivisé et contrôlé démocratiquement par l'ensemble de l'organisation mais les militants et les militantes gardent leur pleine autonomie politique et organisationnelle dans leur militantisme local. La responsabilité collective signifie que les membres de l'organisation participent aux débats internes et à la prise de décision mais doivent se rallier aux positions majoritaires. Bref, les militants et les militantes sont solidaires des positions et des campagnes adoptées et y participent.

Reconquérir une base sociale

À chaque fois que l'anarchisme a joué un rôle dans d'autres pays, il y avait des anar-

chistes organisé-e-s et profondément enraciné-e-s. Que ce soit en Espagne, en Ukraine, en France ou au Mexique, on trouve un anarchisme organisé présent dans la plupart des localités et tous les quartiers des grandes villes, une activité intense dans tous les mouvements sociaux, une presse vivante et diversifiée. On peut dire que dans tous les cas où l'anarchisme a compté, il y avait un enracinement et une base sociale au mouvement. C'est ce qui fait défaut à l'anarchisme québécois et c'est ce que nous voulons changer.

Il y a longtemps que le mouvement anarchiste québécois est un phénomène générationnel impliquant essentiellement des jeunes. Chaque nouvelle génération militante chasse la précédente et doit pratiquement réinventer la roue. Pour réussir à reconquérir une base sociale, les communistes libertaires doivent relever le double défi de l'enracinement et de l'insertion sociale sur le moyen et long terme. Si nous n'arrivons pas à développer une présence militante dans les luttes de notre classe, nous n'avons aucune chance. Il est temps de reconsidérer une forme de militantisme fondamentale: l'action de masse des mouvements sociaux dans les quartiers, les écoles, les campus, les lieux de travail, etc. C'est peut-être moins glorieux qu'un certain militantisme " radical " mais c'est incontournable pour s'inscrire dans la durée et construire un courant ouvert sur l'ensemble des réalités de notre classe.

L'anarchisme organisé n'a pas à être confiné aux ghettos militants. Il doit s'épanouir dans les quartiers et les lieux de la vie quotidienne. Le mouvement anarchiste doit aussi sortir des grandes villes et s'implanter sur tout le territoire. Pour consolider l'anarchisme dans notre classe, nous sommes prêts et prêtes à aller là où nous ne sommes pratiquement jamais allé-e-s : dans les petites villes de la province.

Nous nous engageons à soutenir matériellement et moralement quiconque voudra intégrer un groupe existant de la nouvelle organisation ou en développer un dans sa ville. Refonder l'anarchisme organisé et en faire une force qui compte dans la société n'est pas une mince affaire... Si ça vous intéresse et que vous voulez avoir votre mot à dire, c'est le bon moment. Toutes les contributions sont les bienvenues!

Extrait du numéro 22 de Cause commune, automne 2008.

V comme Violence étatique

Dans son livre "Le savant et le politique", le sociologue allemand Max Weber a très bien décrit le rapport que l'État entretient avec la violence. Selon Weber, l'État moderne s'est approprié "le monopole de la violence physique légitime". C'est même l'une des conditions de sa survie. On le sait, les appareils répressifs (la police, l'armée, le système carcéral) sont sous le contrôle exclusif de l'État. Celui-ci utilise leur force pour préserver l'ordre social sur son territoire. Mais comme l'État est sensé représenter le "bien commun", on finit par penser que la police et l'armée sont au service de la population… C'est

du moins ce qu'on tente de nous faire croire. Là où règne l'inégalité, l'appareil de répression a un rôle bien précis à jouer : préserver les privilèges d'une minorité par tous les moyens nécessaires.

Dans une société comme la nôtre, les forces policières sont là pour s'assurer que nous comprenions bien qui détient le pouvoir. Pour bien des gens, il ne s'agit que d'un simple rappel. Cette forme de contrôle social est presque superflue : leur soumission est déjà acquise. Mais pour les autres, pas besoin de préparer la révolution pour subir les assauts policiers : il suffit de s'objecter lorsqu'on nous demande de "circuler", d'être de la mauvaise couleur, d'habiter le mauvais quartier, de perdre son emploi et de manifester pour le conserver. La violence arbitraire de l'État nous attend au moindre faux pas. Mais l'État n'est plus seul à punir en toute légalité. En cette période de libéralisation à outrance, le privé a pris la relève en matière de "sécurité" et assure en sous-traitance des fonctions traditionnellement prises en charge par la police ou l'armée.

L'ordre public s'accommode bien de l'injustice et de l'oppression. Les forces répressives servent à maintenir la répartition inégale des richesses et du pouvoir. Certains s'objecteront : nous vivons dans une société libérale et démocratique, pas dans un régime fasciste. Soyons plus clair : dans cette soi-disant "société de droit", l'appareil répressif est là pour faire respecter le seul droit qui compte, celui du plus fort. Un jour ou l'autre, les injonctions des tribunaux, la loi des boss et des proprios, les décisions prises par en haut ont besoin d'être imposées par la force. Pas une grève sans police. Pas une manif sans police. Pas un blocage sans police. Et quand la pression monte d'un cran, comme à Oka en 1990, on voit ce dont l'État "démocratique" est capable en temps de crise : suspension des libertés civiles, arrestations préventives, promulgation de la loi martiale. Feu à volonté…

Selon Max Weber, "s'il n'existait que des structures sociales d'où toute violence serait absente, le concept d'État aurait alors disparu et il ne subsisterait que ce qu'on appelle, au sens propre du terme, l'anarchie". Comment se fait-il que dans la langue de tous les jours, les termes "anarchie" et "violence" se retrouvent si souvent côte à côte? Pour plusieurs, la disparition de l'État signifierait le chaos pur et simple et l'irruption de la violence de tous contre tous. C'est ce qui arrive généralement quand un État en attaque un autre pour piller ses ressources et asservir sa population. Le projet anarchiste n'a rien à voir avec cela. Nous cherchons à remplacer le système actuel par une société communiste et libertaire. Cette transformation radicale de la société suppose une résistance soutenue contre les diverses formes de domination qui freinent notre libération. Autant dire qu'en chemin, il nous faudra affronter l'État et son régime de violence institutionnalisée. D'ici là, il faut soutenir la lutte contre le harcèlement et la brutalité policière et refuser de se laisser piéger par les discours moralisateurs condamnant d'avance toute forme d'action sortant des cadres pré-établis par nos maîtres. On a raison de se défendre… et de se révolter!

Extrait du numéro 23 de Cause commune, hiver 2009.

W comme “wobblies”

Depuis quelques mois, un «nouveau» syndicat révolutionnaire fait parler de lui au Québec: le Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses (SITT). Il s’agit de la section locale des Industrial Workers of the World (IWW) aussi connu sous le nom de wobblies. C’est le mouvement qui soutient la syndicalisation des cafés Starbucks dont nous parlons ailleurs dans ces pages.

Les wobblies sont apparus aux États-Unis, au tournant du siècle dernier (à Chicago, en 1905, pour être plus précis). Il s’agit d’un mouvement syndical qui s’est développé en réaction au conservatisme et à la corruption du syndicalisme d’affaire américain. La grande innovation des wobblies était de pratiquer un syndicalisme industriel fondé sur l’action directe, généralement non-violente, dans une perspective de classe. Les IWW furent la première centrale syndicale américaine à organiser les salarié-e-s non-qualifié-e-s de la grande industrie et à refuser la ségrégation raciale. Les wobblies avaient comme objectif ultime d’organiser toute la classe ouvrière dans un grand syndicat pour renverser le capitalisme par la grève générale.

À leur apogée, les wobblies étaient de toutes les luttes de la classe ouvrière américaine et ont pris la tête de plus de 150 grèves héroïques. Refusant l’institutionalisation et les conventions collectives, considérées comme des «trêves» dans la guerre de classe, les IWW ont pu syndiquer jusqu’à un million de prolétaires au cours de leurs vingt premières années d’existence, sans jamais avoir plus de 100 000 membres à la fois. Une répression inouïe, et dans une moindre mesure des dissensions stratégiques internes, ont provoqué une chute dramatique du mouvement dans les années 1920 et son éclipse progressive comme mouvement de masse jusque dans les années 1950.

Aujourd’hui, les IWW sont surtout concentrés en Amérique du nord et regroupent environ 2000 membres. L’organisation ne compte qu’une poignée d’accréditations syndicales reconnues mais continue d’attirer plusieurs libertaires intéressé-e-s au syndicalisme et à la solidarité ouvrière. Depuis quelques années, malgré l’absence de stratégies communes, les wobblies jouissent d’un certain regain de vie et sont à l’initiative de plusieurs campagnes intéressantes. Il s’agit sans conteste du principal réseau libertaire «lutte de classiste».

L’implantation contemporaine des wobblies au Québec est récente (1). Pour l’instant, les syndicalistes révolutionnaires semblent se situer dans la continuité de l’action du Réseau de solidarité avec les travailleurs et les travailleuses (RSTT). L’objectif est encore et toujours de relancer le syndicalisme de combat en articulant l’action directe ici et maintenant (campagne «Réclame ta paie»), solidarité et information avec les luttes syndicales en cours et syndicalisation éventuelle de groupes de travailleurs et de travailleuses précaires.

Les avis sont partagés sur les chances de succès de cette stratégie syndicaliste révolutionnaire. Pour l’instant, la ligne est mince entre la pratique d’un groupe comme les wob-

blies et celle d’une organisation politique solidaire des luttes sociales comme l’UCL. Seul l’avenir nous dira si les wobblies sauront impulser des luttes syndicales autonomes au Québec. Si c’était le cas, il serait alors du devoir des communistes libertaires de les appuyer.

extrait du numéro 25 de Cause Commune, automne 2009

(1) L’IWW a été présente au Québec à différents moments (1905-1914, 1968-1970, 1999-2000). Voir notamment le livre «Sur les traces de l’anarchisme au Québec (1860-1960)».

X comme XXX

Le 20e siècle a été le théâtre d'une transformation de la sexualité humaine : autrefois prohibé par la morale judéo-chrétienne, le sexe est désormais omniprésent. La révolution sexuelle des années 1970, qui aspirait notamment à libérer les femmes d'une sexualité par et pour les hommes, a aussitôt été détournée par le patriarcat capitaliste qui s'est empressé de ravaler le sexe au rang de marchandise. La sexualité est aujourd'hui en vente partout, même chez vous.

Si les années '50 et '60 sont généralement décrites comme « l'âge d'or » de la pornographie, c'est en 1972-73, avec la diffusion large du film Deep Throat et la mise en marché du Video Cassette Recorder, que s'amorcent l'expansion et la banalisation de cette vision du sexe comme consommation du corps-objet de l'autre. Actuellement, alors que la première exposition à des images pornographiques sur internet se fait en moyenne à 11 ans, que la publicité « porno-chic » a envahi nos milieux de vie, que des magazines pour préadolescentes donnent des trucs pour réussir une fellation, il convient de parler d'une pornographisation de la société.

Contrairement aux apparences, la pornographie n'est pas une représentation de la sexualité. De notre point de vue, le XXX, tant par sa mise en scène et son contenu, est en fait une dénégation de la sexualité humaine, son antithèse. Dans le réel, le sexe est un moment intense de rencontre, de dialogue, d'ouverture à la subjectivité et à la spontanéité de l'autre. La pornographie, au contraire, ne laisse aucun espace pour l'expression des désirs et la discussion. Dans un de ses livres, Michela Marzano la définit comme « le simple spectacle de morceaux de viande qui s'échangent et s'accouplent selon des règles visant à représenter la jouissance parfaite […] après lequel il ne reste plus rien à dire et/ou faire et pendant lequel tout est codifié. »

Alors que l'éducation sexuelle ne se fait ni à l'école ni par la plupart des parents, la pornographie est perçue par les jeunes comme un modèle reflétant la réalité. Car avec internet, consommer de la pornographie est, malheureusement, un jeu d'enfant. Et que dit la porno? Majoritairement produite et consommée par des hommes, elle enseigne, glob-

alement, que les femmes prennent plaisir à être dominées pendant des heures par des hommes qui n'ont d'existence que dans la sainte-trinité de l'érection-pénétration-éjaculation. Alarmants, de nombreux témoignages de garçons, parfois à peine âgés de 9 ou 10 ans, ayant agressé sexuellement des fillettes, ont affirmé n'avoir que reproduit ce qu'ils avaient vu sur internet et ne pas comprendre la gravité de leurs gestes!

En plus de nous apprendre à concevoir nos relations sexuelles dans un mode de domination de l'autre en tant qu'objet, la pornographie a imposé ses normes. Pour plusieurs hommes, la consommation mène à s'accoutumer d'images toujours plus violentes, sans lesquelles ils ne peuvent se sentir « excités ». Leur sexualité est axée autour d'une obsession de la performance, car ils ont appris que leur partenaire féminine n'a de plaisir qu'en étant « prise » avec force, « défoncée »pendant des heures. Ne se sentant jamais à la hauteur, certains finiront par s'isoler dans l'univers pornographique, là où ils n'ont pas à affronter leurs craintes. Mais ce sont surtout les femmes qui, encore une fois, doivent « souffrir pour être belles ». Troubles alimentaires, maquillage, épilation, chirurgies plastiques sont le lot de trop de femmes à qui on a fait avaler qu'elles devaient être belles pour qu'on les considère, et qu'elles devaient paraître jeunes et sexuellement disponibles pour être belles.

D'une société sous l'influence de l'Église, qui niait l'autonomie, la volonté, et donc la sexualité des femmes, nous sommes passé-e-s à un monde pornographié où elles doivent désormais apprendre à aimer l'obéissance et la soumission à des fantasmes masculins de plus en plus « hardcore » et dégradants.

Nous rejetons d'emblée la pornographie, cette représentation d'une anti-sexualité de corps mécaniques sans émotions. D'une part, parce qu'elle est une violence, pour ces actrices qui subissent réellement des tournages brutaux où elles n'ont pas un mot à dire, mais aussi pour toutes les femmes qui font face à une société et des partenaires masculins ayant intégré les codes dégradants des films X. D'autre part, parce que l'industrie du sexe impose et normalise une vision du sexe façonnée à son image, reposant sur la négation de la subjectivité et de l'imagination des individus. Se débarrasser de la pornographie implique un changement radical des mentalités et un combat contre cette industrie bien implantée. Il n'est pas question de censure ou de morale : si nous nous opposons à la pornographie, c'est précisément parce que nous aimons la liberté et que nous voulons le droit à une sexualité égalitaire, riche et épanouissante pour tous et toutes.

Extrait du numéro 28 de Cause Commune, printemps 2010.

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR

L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'Union communiste libertaire (UCL) a été fondée en novembre 2008. La nouvelle organisation révolutionnaire prend la relève de l'Union régionale de la NEFAC au Québec.

L'UCL est une organisation de militants et militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militants et militantes isolées, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.



les **Collectifs** locaux

Collectif Local de Montreal

courriel: ucl.montreal@causecommune.net
blogue: nefacmtl.blogspot.com

Le collectif local de Montréal assure la permanence tous les vendredi de 16h à 20h à la Librairie l'Insoumise, 2033 St-Laurent .

Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

courriel: ucl.quebec@causecommune.net
blogue: voixdefaits.blogspot.com

Le collectif local de Québec anime une émission de radio tous les mercredi a 20h, sur les ondes de CKIA au 88,3 FM

Collectif Emma Goldman (Saguenay)

courriel: ucl.saguenay@causecommune.net
blogue: ucl-saguenay.blogspot.com

Pour rejoindre nos membres et sympathisants dans une autre localité: Sherbrooke, St-Jérôme, Trois-Rivières et Drummondville, ou pour toute autre information, n'hésitez pas a contacter notre secrétariat.

Coordonnées de l'UCL
www.causecommune.net
ucl@causecommune.net